

PR modifiant le règlement d'application de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (RDTR (L 5 20.01)

TABLEAU COMPARATIF

TENEUR ACTUELLE	NOUVELLE TENEUR	COMMENTAIRES
<p>Art. 4A Plates-formes de location La location de tout ou partie de logements au travers de plates-formes de location est considérée comme un changement d'affectation si elle excède 60 jours par an.</p>	<p>Art. 4A (nouvelle teneur) La location de la totalité d'un logement au travers de plates-formes de location est considérée comme un changement d'affectation si elle excède 60 jours par an.</p>	<p>L'art. 4A vise à réglementer les nouvelles formes de location au travers de plates-formes de location et réservation payantes de logements qui ont pris un essor important depuis quelques années.</p> <p>Au fil des ans, cette forme de mise à disposition d'un logement est devenue une véritable activité commerciale parallèle. Dans de nombreuses villes, ces plates-formes ont créé des problématiques tant au niveau de la concurrence avec les établissements hôteliers, du paiement des taxes que de la pénurie de logement. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a restreint la possibilité de louer un logement en passant par des plateformes d'hébergement à 60 jours par an, par l'introduction de l'art. 4A RDTR, entré en vigueur le 1^{er} avril 2018.</p> <p>La formulation actuelle de cet article s'avère trop restrictive car elle soumet également à cette limite temporelle la mise à disposition d'une partie seulement du logement (en règle générale une chambre à coucher), malgré que cette mise à disposition n'induit pas de changement d'affectation du logement qui reste le lieu d'habitation du propriétaire /locataire principal.</p> <p>La modification proposée règle cette situation.</p> <p>C'est seulement lorsque l'appartement dans sa totalité est offert en location au travers de plateformes internet pour une durée plus importante que 60 jours que l'Etat considèrera que le logement en question fait l'objet d'un changement d'affectation au sens de l'art. 3 al. 3 LDTR.</p>